

Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités

SERVICE ÉTUDES STATISTIQUES ÉVALUATION

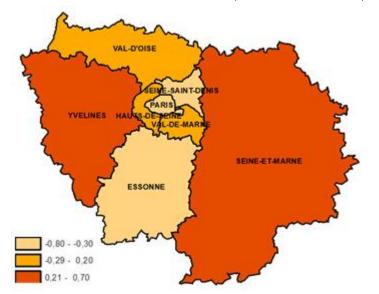
DOSSIER TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

27/05/2021



Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C entre le 4º trimestre 2020 et le 1º trimestre 2021 (en %, données CVS-CJO)



1er trimestre 2020

- ➢ Au 1^{er} trimestre 2021, le nombre de demandeurs d'emploi franciliens diminue par rapport au 4^e trimestre 2020 en catégorie A (-0,6 %) et en catégories A, B, C (-0,2 %).
- ➤ Le taux de chômage baisse de 0,7 point au 4e trimestre 2020, atteignant 7,7 %.
- L'emploi salarié recule de 0,4 point au 4º trimestre 2020.
- L'activité partielle continue d'être mobilisée dans des proportions inédites avec une nouvelle hausse du nombre d'heures autorisées à être chômées au 1er trimestre 2021.
- Le nombre d'emplois menacés par des PSE ou des RCC diminue par rapport au 4º trimestre 2020 mais reste à un niveau très élevé.

27/05/2021



- Ce dossier de conjoncture présente les évolutions de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques en Île-de-France. Il complète sur un champ plus large notre publication, commune avec Pôle emploi et la Dares, sur les demandeurs d'emploi.
- Les statistiques sont présentées en moyenne trimestrielle. Les évolutions sur le trimestre présentent les variations par rapport au trimestre précédent. Les évolutions sur un an présentent les variations par rapport au même trimestre de l'année précédente.
- La mise à jour des coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables pour l'année 2021 a révisé légèrement l'historique de certaines séries statistiques.
- La mise en place de nouvelles procédures de production a affecté la qualité des remontées d'information de Pôle emploi sur les variables du métier et de la qualification de l'emploi recherché. Dans l'attente d'un correctif, les statistiques consacrées aux métiers en tensions et aux demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle ne sont plus commentées.
- Les données mensuelles sur le marché du travail sont mises à jour chaque mois sur le site Internet de la Dares.
- La prochaine publication sera disponible en août et portera sur le deuxième trimestre 2021. N'hésitez pas à nous adresser vos remarques : idf.statistiques@drieets.gouv.fr



Synthèse régionale

Page 5 : Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Page 6 : Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

Page 7-8 : Les demandeurs d'emploi par département

Page 9 : Les demandeurs d'emploi selon le sexe

Page 10 : Les demandeurs d'emploi selon l'âge

Page 11 : Les demandeurs d'emploi de longue durée

et ceux ayant des droits au RSA

Page 12 : Les entrées et les sorties de Pôle emploi

Page 13 : Le taux de chômage

Emploi

Page 14 : Les offres d'emploi collectées* par Pôle emploi

Page 15 : Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Page 16 : L'activité intérimaire

Page 17 : L'emploi salarié

Page 18 : L'emploi salarié par secteur

Tensions sur le marché du travail

Page19 : Les tensions sur le marché du travail francilien

Accompagnement des mutations économiques

Page 20 : Les demandes d'activité partielle

Page 21 : Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) et les ruptures conventionnelles collectives (RCC)



Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens inscrits à Pôle emploi et immédiatement disponibles (catégories A, B, C) atteint 1 056 950 en moyenne sur le premier trimestre 2021. Parmi eux, 750 740 demandeurs n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A).

Après une année 2020 marquée par la crise sanitaire, la demande d'emploi en catégorie A diminue de 0,6 % sur le trimestre, contre -0,3% en France métropolitaine.

Les métiers recherchés qui contribuent le plus à cette baisse sont ceux de la gestion, administration des entreprises (en particulier, les cadres des services administratifs, comptables et financiers). À l'inverse, la demande d'emploi dans les métiers des transports, de la logistique et du tourisme connaît une forte augmentation par rapport au quatrième trimestre 2020.

En catégories A, B, C, la demande d'emploi francilienne diminue pour la première fois depuis le quatrième trimestre 2019 (-0,2 % contre +0,1 % en France métropolitaine). L'évolution est plus favorable pour les jeunes et les 25-49 ans (-0,4 %) que pour les seniors (+0,5 %). Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée garde, quant à lui, son rythme de progression (+3,3 % comme au trimestre précédent).

Entre le troisième et le quatrième trimestre 2020, le taux de chômage au sens du BIT diminue de 0,7 point. Il s'établit à 7,7 % de la population active et rejoint le taux de chômage de la France métropolitaine pour la première fois depuis le deuxième trimestre 2005. Ces diminutions restent marquées par un effet de « trompe l'œil » lié aux confinements.

Emploi

La croissance du nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi se poursuit au premier trimestre 2021 (+19,1 % pour l'ensemble des offres et +14,4 % pour les offres durables).

Le nombre de déclarations préalables à l'embauche diminue de 37,5 % entre le troisième et le quatrième trimestre 2020 et atteint près de 1 362 500 en Îlede-France.

L'emploi intérimaire reste en progression au quatrième trimestre 2020 (+5,7 %), bien qu'à un rythme moins soutenu qu'au trimestre précédent. Il se rapproche partiellement de son niveau d'avant-crise.

L'emploi salarié diminue de 0,4 % sur le quatrième trimestre 2020 (-0,5 % dans le secteur privé et +0,2 % dans la fonction publique). Cette baisse est liée à une diminution de l'emploi dans les services marchands hors intérim.

Tensions sur le marché du travail

Le marché du travail francilien enregistre 37 nouvelles offres d'emploi pour 100 nouvelles demandes en moyenne au premier trimestre 2021. Ce taux de tension est quasi stable par rapport au trimestre précédent (0,36) mais sous-tendu par de moindres mouvements.

Accompagnement des mutations économiques

Au premier trimestre 2021, plus de 90 000 autorisations d'activité partielle ont été accordées dans le contexte de gestion de la crise sanitaire. Elles correspondent à un volume d'heures de travail autorisées à être chômées de 756 millions.

Au premier trimestre 2021, 116 plans de sauvegarde de l'emploi et 19 procédures de ruptures conventionnelles collectives ont été enregistrés. Dans les établissements de la région, 14 980 emplois sont menacés, en particulier dans le secteur des transports et entreposage.

27/05/2021

PRÉFET DE LA RÉGION ÎLE-FRANCE

Demande d'emploi et chômage

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi au 1^{er} trimestre 2021

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A repart à la baisse en Île-de-France entre le quatrième trimestre 2020 et le premier trimestre 2021 (-0,6 % contre -0,3 % en France métropolitaine).

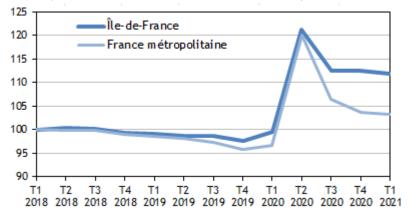
En prenant en compte l'activité réduite (catégories A, B, C), le nombre de demandeurs d'emploi diminue pour la première fois depuis le quatrième trimestre 2019 (-0,2 % contre +0,1 % en France métropolitaine).

La hausse du nombre de demandeurs non tenus de rechercher un emploi, en raison notamment d'une formation (catégorie D), se poursuit sur le trimestre (+11,0 % contre +5,5 % en France métropolitaine).

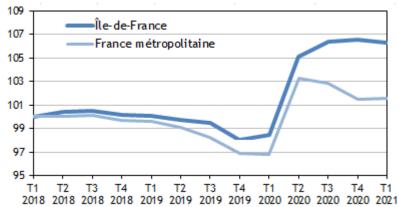
Sur un an, la demande d'emploi francilienne augmente fortement en catégorie A (+12,3 %), en catégories A, B, C (+8,0 %) et particulièrement en catégorie D (+44,0 %). En revanche, la demande d'emploi en activité réduite (catégories B, C) diminue dans la région (-1,4 %), alors qu'elle augmente en France métropolitaine (+2,0 %).

1 ^{er} trimestre 2021	Île-de- France	France métro.	Évoluti le trime Île-de- France	stre (%) France métro.	Évolution sur un an (%) Île-de-France France métro.		
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	750 740	3 560 600	-0,6	-0,3	12,3	6,8	
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	1 056 950	5 716 930	-0,2	0,1	8,0	4,9	

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS-CJO, Indice 100 au 1er trimestre 2018)



Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégories A, B, C (données CVS-CJO, Indice 100 au 1er trimestre 2018)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.



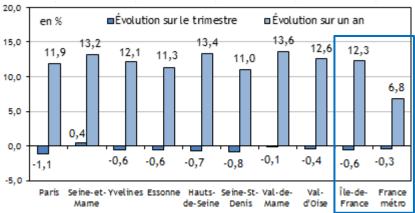
Les demandeurs d'emploi par département au 1er trimestre 2021

Sur le trimestre, en catégorie A, à l'exception de la Seine-et-Marne (+0,4 %), la demande d'emploi diminue dans l'ensemble des départements de la région, jusqu'à -1,1 % à Paris. En catégories A, B, C, l'évolution, plus hétérogène, varie de -0,8 % à Paris à +0,7 % en Seine-et-Marne.

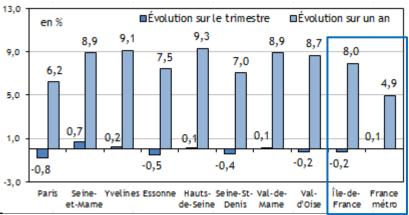
Sur un an, les départements franciliens qui résistent le mieux à la crise sont la Seine-Saint-Denis en catégorie A (+11,0 %) et Paris en catégories A, B, C (+6,2 %). Le Val-de-Marne (+13,6 % en catégorie A) et les Hauts-de-Seine (+9,3 % en catégories A, B, C) enregistrent les plus fortes hausses.

Données CVS-CJO	Effectif	Évol. sur le	Évol. sur	Effectif	Évol. sur	Évol. sur
1 ^{er} trimestre 2021	cat. A	trim. (%)	un an (%)	cat. ABC	le trim. (%)	un an (%)
Paris	145 340	-1,1	11,9	210 900	-0,8	6,2
Seine-et-Marne	76 960	0,4	13,2	111 360	0,7	8,9
Yvelines	73 300	-0,6	12,1	104 860	0,2	9,1
Essonne	66 460	-0,6	11,3	96 570	-0,5	7,5
Hauts-de-Seine	91 620	-0,7	13,4	126 290	0,1	9,3
Seine-St-Denis	132 740	-0,8	11,0	180 600	-0,4	7,0
Val-de-Marne	84 180	-0,1	13,6	115 840	0,1	8,9
Val-d'Oise	80 130	-0,4	12,6	110 530	-0,2	8,7
Île-de-France	750 740	-0,6	12,3	1 056 950	-0,2	8,0
France métro.	3 560 600	-0,3	6,8	5 716 930	0,1	4,9

Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégorie A (données CVS-CJO)

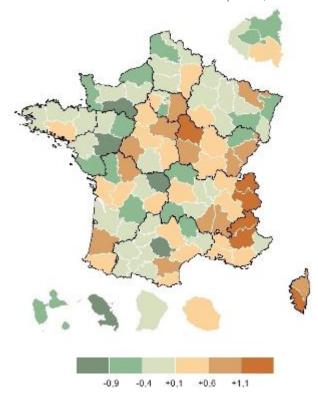


Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégories A, B, C (données CVS-CJO)





Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C par département entre le 4e trimestre 2020 et le 1er trimestre 2021 (en %, données CVS-CJO)



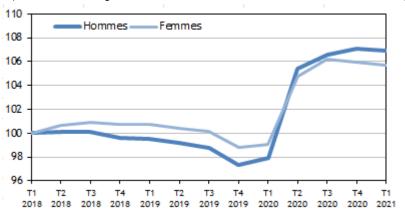


Les demandeurs d'emploi selon le sexe au 1^{er} trimestre 2021 (catégories A, B, C)

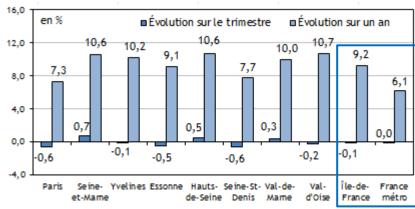
Sur le premier trimestre 2021, l'évolution de la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C est un peu plus favorable pour les femmes (-0,2 %) que pour les hommes (-0,1 %). L'écart est le plus élevé dans les Hauts-de-Seine (0,8 point). En France métropolitaine, la demande d'emploi est stable pour les hommes et en hausse de 0,2 % pour les femmes.

Sur un an, l'augmentation de la demande d'emploi reste plus prononcée pour les hommes (+9,2 % contre +6,7 % pour les femmes en Île-de-France).

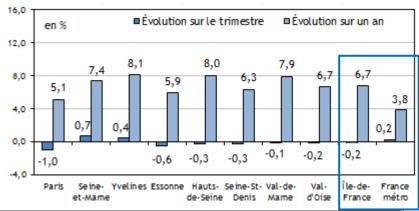
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon le sexe (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 1er trim. 2018)



Évolution du nombre d'hommes inscrits à Pôle emploi par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de femmes inscrites à Pôle emploi par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)





Les demandeurs d'emploi selon l'âge au 1^{er} trimestre 2021 (catégories A, B, C)

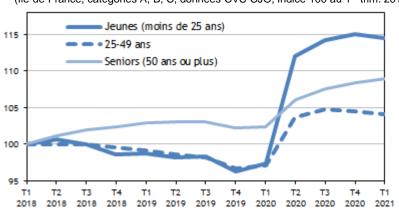
Sur le trimestre, la demande d'emploi des jeunes franciliens (moins de 25 ans) recule de 0,4 % (catégories A, B, C). Sur un an, cette classe d'âge est la plus affectée par la crise sanitaire, avec une hausse du nombre de demandeurs d'emploi de 17,6 %. Les métiers recherchés par les jeunes qui connaissent les plus fortes progressions sont ceux du commerce, de la gestion, administration des entreprises et des transports, logistique et tourisme.

Sur le trimestre, la demande d'emploi des 25-49 ans, qui regroupe 63,2 % de la demande d'emploi de la région, diminue au même rythme que celle des jeune (-0,4 %).

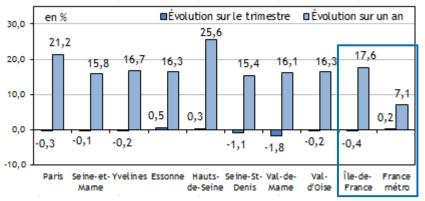
Enfin, la demande d'emploi des seniors (50 ans ou plus) reste orientée à la hausse (+0,5 %). Sur un an, la progression atteint 6,4 %.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon l'âge

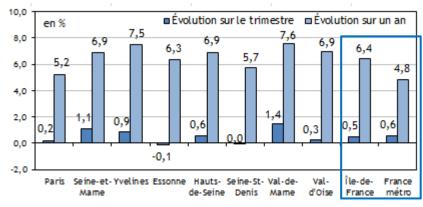
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 1er trim. 2018)



Évolution du nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de seniors inscrits à Pôle emploi par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)





Les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux ayant des droits au RSA au 1^{er} trimestre 2021

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens de longue durée (inscrits en catégories A, B, C depuis un an ou plus) progresse de 3,3 % au premier trimestre 2021, soit +17,2 % depuis le premier trimestre 2020. Ces demandeurs représentent 49,8 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi en Île-de-France, contre 50,5 % en France métropolitaine.

Au quatrième trimestre 2020, si la conjoncture économique se maintenait, un demandeur d'emploi resterait, en moyenne, inscrit 431 jours à Pôle emploi. C'est 19 jours de plus qu'au troisième trimestre 2020*.

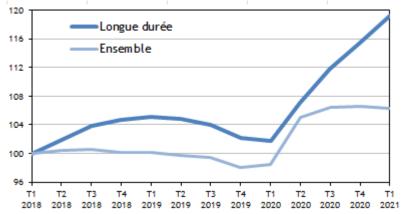
En hausse de 1,0 point sur un an, la part des demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA en Île-de-France atteint 14,3 % au premier trimestre 2021. Elle varie de 11,5 % en Essonne à 17,3 % en Seine-Saint-Denis.

^{* «} Durée de chômage (4e trimestre 2020) », Statistiques et indicateurs, avril 2021, Pôle emploi.

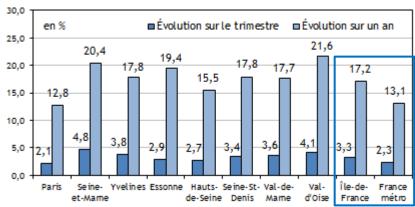
	Part des demandeurs d'emploi inscrits ayant des droits ouverts au RSA												
	(catég	(catégories A, B, C, en %)											
	Paris	Seine-et-	Yvelines	Essanna	Hauts-de-	Seine-St-	Val-de-	Val-	Île-de-	France			
	Fails	Marne	iveilles	LSSOTTIE	Seine	Denis	Marne	d'Oise	France	métro.			
1 ^{er} trim 2021	13,7	13,7	13,1	11,5	15,0	17,3	13,9	14,0	14,3	14,5			
1 ^{er} trim 2020	12,5	12,8	12,0	11,0	13,5	16,8	12,9	13,1	13,3	13,3			

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, données brutes.

Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 1er trim. 2018)



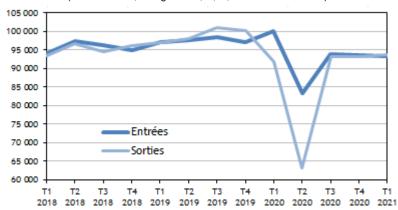


Les entrées et les sorties de Pôle emploi au 1er trimestre 2021

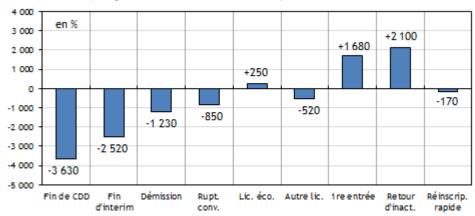
La diminution du nombre de demandeurs d'emploi franciliens en catégories A, B, C sur le premier trimestre 2021 intervient dans un contexte de baisse des inscriptions à Pôle emploi (-0,2 %, soit -190) et de hausse des sorties de Pôle emploi (+0,5 %, soit +460).

L'interprétation des motifs d'entrée et de sortie est délicate à cause d'un grand nombre de motifs indéterminés. Sur un an, la baisse du nombre d'inscriptions (-6,7 %) s'explique principalement par le recul des entrées pour fin de contrat et fin de mission d'intérim. Parallèlement, la progression du nombre de sorties (+2,1 %) est liée à la diminution des défauts d'actualisation, dont la moitié correspondent à des reprises d'emploi non déclarées.

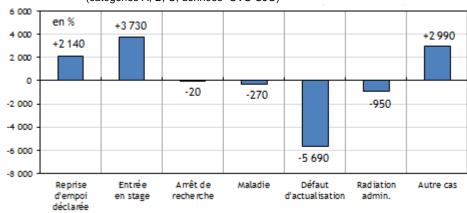
Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Variation sur un an des entrées à Pôle emploi par principaux motifs (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Variation sur un an des sorties de Pôle emploi par principaux motifs (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



PRÉFET DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

Demande d'emploi et chômage

Le taux de chômage au 4e trimestre 2020

Au quatrième trimestre 2020, le taux de chômage francilien s'établit à 7,7 % de la population active (Insee), en baisse de 0,7 point par rapport au troisième trimestre. Il retrouve ainsi son niveau d'il y a deux ans et rejoint le taux de chômage de la France métropolitaine pour la première fois depuis le deuxième trimestre 2005.

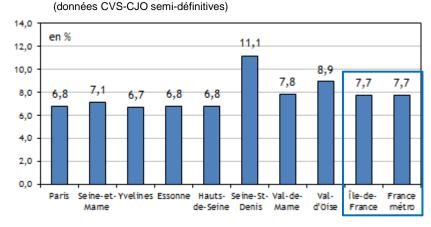
Sur un an, le taux de chômage enregistre une baisse de 0,7 point en Île-de-France et de 1,2 point en France métropolitaine.

Structurellement le plus élevé de la région, le taux de chômage en Seine-Saint-Denis (11,1 %) diminue de 0,9 point par rapport au trimestre précédent. Le Val-d'Oise enregistre également un fort taux de chômage (8,9 %), tandis que les Yvelines (6,7 %) et Paris, les Hauts-de-Seine, l'Essonne (6,8 %) connaissent les taux les plus faibles.

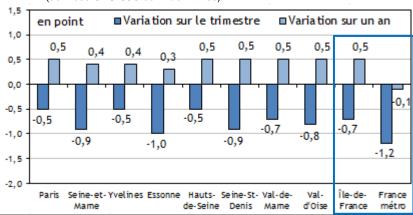
Sur un an, le taux de chômage progresse de 0,3 point en Essonne, de 0,4 point en Seine-et-Marne et dans les Yvelines et de 0,5 point dans les autres départements.

La baisse du taux de chômage est liée à la progression du taux d'emploi et, dans une moindre mesure, au deuxième confinement. Un grand nombre de personnes n'ont pu réaliser des recherches actives d'emploi dans les conditions habituelles. (*Informations Rapides n°037* du 16/02/2021).

Taux de chômage localisé au 4e trimestre 2020



Variation du taux de chômage localisé entre le 3° et le 4° trimestre 2020 (données CVS-CJO semi-définitives)



Source : Insee.

13



Les offres d'emploi collectées* par Pôle emploi au 1er trimestre 2021

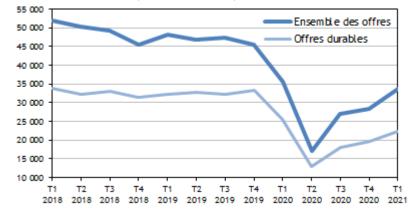
Pôle emploi n'enregistre qu'une partie des offres d'emploi disponibles, plus ou moins importante selon les métiers. L'évolution du nombre de ces offres ne reflète que celle de la part de Pôle emploi, et non l'évolution des offres recueillies par les autres acteurs de diffusion de l'emploi.

Au premier trimestre 2021, 33 690 offres d'emploi ont été collectées en moyenne par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO), dont 22 380 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

L'augmentation du nombre d'offres est très forte sur le trimestre (+19,1 % pour l'ensemble des offres et +14,4 % pour les offres durables). Ainsi, après avoir perdu 62,7 % entre le quatrième trimestre 2019 et le deuxième trimestre 2020 sous l'effet de la crise sanitaire, le nombre d'offres d'emploi retrouve quasiment son niveau du premier trimestre 2020.

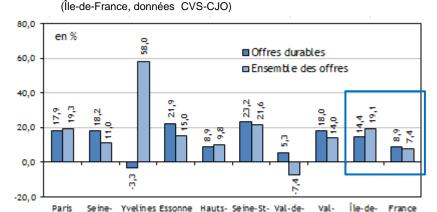
Au sein de la région, les évolutions des offres enregistrées par Pôle emploi sur le trimestre sont très hétérogènes. Les Yvelines se singularisent avec une très forte hausse des offres d'emploi temporaires et occasionnelles. Le Val-de-Marne est le seul département qui enregistre une diminution.

Évolution du nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi sur le trimestre (données CVS-CJO)



Nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi

et-Mame



^{*} Ensemble des offres directement déposées à Pôle emploi.

Source : Pôle emploi-Dares, calculs des CVS-CJO : Drieets / Sese.



Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au 4e trimestre 2020

Près de 1 362 500 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats confondus (hors contrats intérimaires) ont été conclues au quatrième trimestre 2020 en Île-de-France, dont 337 300 en « contrats durables » (contrat à durée déterminée de plus de six mois ou en contrat à durée indéterminée).

Le nombre de DPAE au quatrième 2020 par rapport au quatrième trimestre 2019 a fortement diminué en Île-de-France : -37,5 %, contre -20,7% pour les contrats durables. Ces évolutions restent moins importantes que celles du 2e trimestre 2020 (resp. -49,7% et -63,2 %).

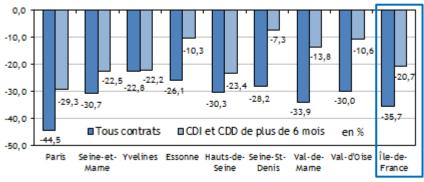
Tous contrats confondus, tous les départements de la région ont connu des reculs annuels importants, notamment pour Paris (-44,5 %). Pour les CDI et les CDD de plus de six mois, la diminution varie de -7,3 % pour la Seine Saint-Denis à -29,3 % pour Paris.

Hormis pour la construction (+0,9 % tout type de contrat et +5,1 % pour les contrats durables), tous les secteurs d'activité sont concernés par cette baisse annuelle.

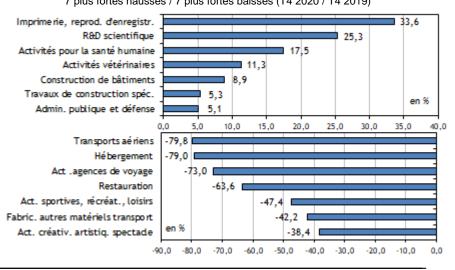
Ainsi, les DPAE dans les services voient leur nombre enregistrer un recul de -37,7 % tout type de contrat et -24,0 % pour les contrats durables, en particulier le transport aérien (-79,8 % de contrats durables en un an), l'hébergement (-79%), les agences de voyage (-73,0 %) et la restauration (-63,6 %).

A contrario, l'imprimerie, les activités pour la santé humain et le secteur du BTP (construction de bâtiments et travaux de construction spécialisés) sont en hausse.

Évolution annuelle des DPAE par département (T4 2020 / T4 2019)



Évolution annuelle des DPAE en contrat durables par secteurs 7 plus fortes hausses / 7 plus fortes baisses (T4 2020 / T4 2019)



15

27/05/2021 Source : DPAE / Urssaf.



L'activité intérimaire au 4^e trimestre 2020

Après un recul historique en début d'année et un début de reprise au 2e trimestre, puis une forte hausse au 3e trimestre, l'emploi intérimaire francilien, continue de progresser au 4e trimestre 2020, mais à un rythme moins soutenu: +5,7 % soit +6 200 intérimaires, après +20,8 % (+18 700 intérimaires) au trimestre précédent. En France métropolitaine, la hausse est moins marquée: +5,1 % ce trimestre, après une hausse de +22,8 % au 3^e trimestre. Ainsi, l'emploi intérimaire ne se rapproche que partiellement de son niveau d'avant-crise : fin décembre 2020, le nombre d'intérimaires se situe à 87 % du niveau qui prévalait fin décembre 2019.

La reprise se poursuit dans de nombreux secteurs, mais n'est pas homogène suivant les secteurs d'activité. Ainsi, l'utilisation de l'intérim dans l'industrie est en hausse de 4,9 % (+800) ce trimestre après +15,7 % au 3e trimestre. L'emploi intérimaire dans l'industrie reste toutefois très inférieur à son niveau d'avant crise (81 % du niveau de fin 2019).

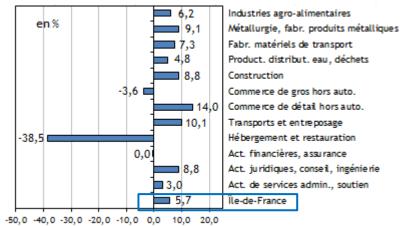
La hausse est plus forte dans la construction : +8,8 % (+2 200) après des hausses de 64,1 % au 2e trimestre et 27,9 % au 3e trimestre. Le nombre d'intérimaires dans la construction atteint au final le même niveau que celui de fin décembre 2019.

Dans le secteur tertiaire, l'emploi intérimaire augmente de 4,8 % (soit +3 300 intérimaires), après +19,7 % au 3e trimestre 2020. Cependant, ce redressement n'est encore que partiel, le nombre d'intérimaires se situant à 84 % du niveau qui prévalait fin décembre 2019. En particulier, le nombre d'intérimaires dans l'hébergement/restauration est en net repli : -38,5 % par rapport au trimestre précèdent après une hausse de 149,3 % fin septembre par rapport à fin juin. Ainsi ce secteur est celui qui enregistre la plus forte baisse annuelle (-69,4 % en un an).

Évolution du nombre d'intérimaires en fin de trimestre (données CVS)



Évolution du nombre d'intérimaire en fin de trimestre par principaux secteurs d'activité (données CVS)





L'emploi salarié au 4e trimestre 2020

À partir de la validité du T1 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi (ETE) a été modifié et étendu aux niveaux sectoriel et géographique. Ont ainsi été ajoutés l'emploi des salariés du secteur de l'agriculture, de la fonction publique et des particuliers employeurs. Au niveau géographique le champ des ETE a été étendu aux départements d'outre-mer (hors Mayotte).

Au quatrième trimestre 2020, l'ensemble de l'emploi salarié francilien diminue de 0,4 %, soit -23 000 emplois (données CVS) par rapport au trimestre précédent. L'emploi baisse dans le secteur privé de 0,5 % (-24 700) et progresse dans la fonction publique de 0,2 % (+1 700).

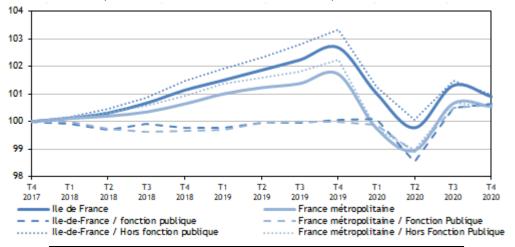
Dans le même temps, en France métropolitaine, l'emploi salarié régresse de 0,1 %, (soit -25 500 emplois).

Au quatrième trimestre 2020, les départements franciliens qui ont vu l'emploi salarié décroître le plus fortement sont les Hauts-de-Seine et Paris (soit -0.6 %). Seuls les départements de la Seine-Saint-Denis (soit +0,2%) et le Val-d'Oise (soit +0,1%) enregistrent une évolution positive.

Sur un an, l'emploi salarié diminue de 1,7 % en Île-de-France, soit -103 300 emplois. Cette baisse épargne la fonction publique (+0.6 %. soit +6 890 emplois) mais touche le secteur privé (-2,3 %, soit -110 230 emplois). Tous les départements sont touchés par une évolution négative qui varie de -2,5 % à Paris (45 700 emplois) à -0,1 % dans le Val-d'Oise (900 emplois).

Évolution de l'emploi salarié (privé + fonction publique)

(données CVS, indice 100 au 4e trimestre 2017)



Emploi salarié par département	Nombre d'emplois au	T4 2020 /	T3 2020	T4 2020 / T4 2019			
(données CVS)	T4 2020	Variation	%	Variation	%		
Paris	1 812 244	-11 366	-0,6	-45 722	-2,5		
Seine-et-Marne	466 743	-2 389	-0,5	-9 064	-1,9		
Yvelines	531 370	-2 828	-0,5	-9 814	-1,8		
Essonne	453 272	-1 822	-0,4	-1 726	-0,4		
Hauts-de-Seine	1 059 527	-6 387	-0,6	-25 356	-2,3		
Seine-Saint-Denis	631 665	1 525	0,2	-1 384	-0,2		
Val-de-Marne	531 849	-281	-0,1	-9 779	-1,8		
Val-d'Oise	380 857	502	0,1	-499	-0,1		
Île-de-France	5 867 528	-23 047	-0,4	-103 342	-1,7		
France métro.	24 689 376	-25 485	-0,1	-289 031	-1,2		



L'emploi salarié par secteur au 4e trimestre 2020

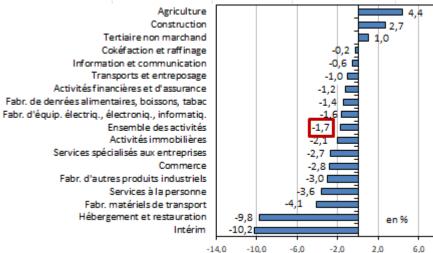
Entre le troisième et le quatrième trimestre 2020, l'emploi salarié décroît dans l'industrie (-0,7 %), le commerce (-1,1 %) et les services marchands hors intérim. L'intérim enregistre une hausse (+5,6 %), tandis que la construction (+0,6 %) et le tertiaire non marchand (+0,3%) progressent plus faiblement.

En un an, le nombre d'emplois salariés augmente dans l'agriculture (+4,3 %, soit +250), la construction (+2,7 %, soit +8 100 emplois) et le tertiaire non marchand (+1,0 %, soit +14 670 emplois) mais diminue dans l'industrie (-2,2 %, soit -9 700 emplois), les services marchands hors intérim (-2,9 %, soit -83 600), le commerce (-2,8 %, soit -19 800) et dans l'intérim (-10,2 %, soit -13 300).

Par rapport au quatrième trimestre 2019, au sein des services marchands, l'hôtellerie-restauration marque une forte baisse (-9,8 %, soit -31 200 emplois), ainsi que les services à la personne (-3,6 % soit -13 300 emplois). Tous les secteurs des services marchands ont enregistré des diminutions : les activités financières et d'assurance (-1,2 %, soit -4 200), les transports et entreposage (-1,0 %, soit -3 800), les services spécialisés aux entreprises (-2,7 %, soit -27 000) et les activités immobilières (-2,1 %, soit -1 700).

Dans l'industrie, les secteurs qui perdent le plus d'emplois sont la fabrication de matériels de transport (-4,1 %, soit -2 800 emplois), la fabrication d'autres produits industriels (-3,0 %, soit -4 800), et la fabrication d'équipements électriques (-1,6 %, soit -1 100 emplois). Les secteurs de la cokéfaction, raffinage (-0,2 %, soit -200 emplois) et de la fabrication de denrées alimentaires (-1,4 %, soit -800 emplois) connaissent également une évolution négative.

Évolution de l'emploi salarié entre le 4e trimestre 2019 et le 4e trimestre 2020 dans les principaux secteurs d'activité (Île-de-France, données CVS)



Emploi salarié par secteur	Nombre d'emplois	T4 2020 /	T3 2020	T4 2020 / T4 2019		
d'activité (IdF, données CVS)	au T4 2020	Variation	%	Variation	%	
Agriculture	6 060	110	1,8	250	4,3	
Industrie	424 450	-2 820	-0,7	-9 660	-2,2	
Construction	310 630	1 770	0,6	8 110	2,7	
Commerce	695 340	-7 450	-1,1	-19 820	-2,8	
Services marchands hors intérim	2 810 660	-25 770	-0,9	-83 570	-2,9	
Tertiaire non marchand	1 503 340	4 950	0,3	14 670	1,0	
Intérim	117 050	6 180	5,6	-13 310	-10,2	
Secteur privé	4 732 390	-24 780	-0,5	-110 220	-2,3	
Fonction Publique	1 135 140	1 730	0,2	6 880	0,6	
Ensemble des secteurs	5 867 530	-23 050	-0,4	-103 340	-1,7	



Tensions sur le marché du travail

Les tensions sur le marché du travail francilien au 1er trimestre 2021

Les statistiques sur la demande d'emploi par métier demandé et sur les métiers en tension ne sont plus diffusées car la mise en place de nouvelles procédures de production à Pôle emploi a affecté leur qualité.

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 0,37 point en moyenne au premier trimestre 2021, soit 37 nouvelles offres d'emploi enregistrées au cours de cette période pour 100 nouvelles demandes d'emploi (données brutes, non corrigées des variations saisonnières).

Ce ratio « offres sur demandes » est très proche de celui du premier trimestre 2020 (0,36 point). Cette évolution s'explique par une baisse conjointe des offres d'emploi collectées (-5,8 % sur un an) et des demandes enregistrées par Pôle emploi (-7,6 %).

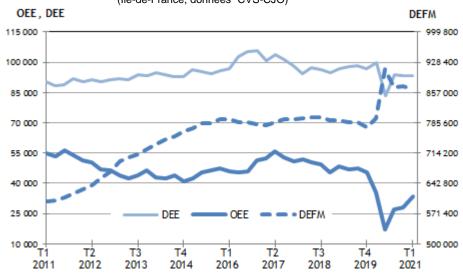
De son côté, la progression du nombre de demandeurs d'emploi sur un an en catégories A, B (+8,7 % en données brutes) va dans le sens d'une contraction des tensions sur le marché du travail.

Le taux d'écoulement est quasi stable sur le trimestre : 54,1 % des chômeurs inscrits depuis plus d'un an, ou entrés au cours des 12 derniers mois, sont sortis des fichiers de Pôle emploi au premier trimestre 2021. Ce taux est inférieur à son niveau du premier trimestre 2020 (59,5 %).

Le taux d'offres d'emploi de plus de six mois, indicateur de qualité de l'emploi, est de 66,4 %. Il perd 5,0 points par rapport à l'année passée.

Le taux de satisfaction des offres (78,7 %) est plus élevé qu'au trimestre précédent (76,9 %) mais plus faible qu'au premier trimestre 2020 (79,3 %).

Les tensions sur le marché du travail (Île-de-France, données CVS-CJO)



OEE: offres d'emploi; DEE: Demandes d'emploi;

DEFM : nombre de demandeurs d'emploi en catégories A et B.



Accompagnement des mutations économiques

Les demandes d'activité partielle au 1er trimestre 2021

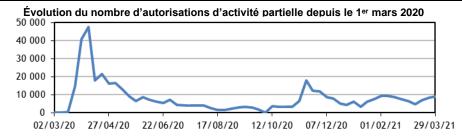
Au cours du premier trimestre 2021, plus de 90 000 décisions d'autorisations d'activité partielle* ont été notifiées par les services de la Direccte. Le nombre de décisions est en hausse par rapport au trimestre précédent. Elles correspondent à 756 millions d'heures autorisées à être chômées.

Paris, avec plus de 36 000 autorisations, concentre 37 % des heures d'activité partielle dans la région, ce qui correspond à près de 278 millions d'heures autorisées. Plus de 34 % de ces dossiers sont dans le secteur de l'hôtellerie-restauration.

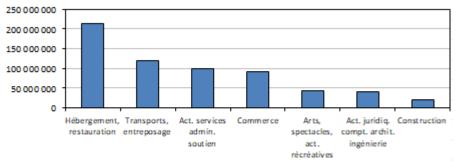
Entre le 1^{er} mars 2020 et le 31 mars 2021, près de 460 000 décisions d'autorisations d'activité partielle ont été notifiées par la Direccte Îlede-France, avec un pic au cours de la semaine du 6 avril 2020 (près de 50 000 décisions). Ensuite, on constate une baisse progressive, puis un rebond en novembre, pour atteindre en moyenne 30 000 autorisations par mois sur le 1^{er} trimestre 2021 (35 000 en février).

Cinq secteurs concentrent plus de 75 % du nombre d'heures autorisées : l'hébergement-restauration (28 %), les transports et entreposage (16 %), les activités de services administratifs et de soutien, le commerce (13 %) et les arts, spectacles et activités récréatives (6 %).

Autorisations d'activité partielle et heures associées au T1 2021	Île-de- France	Paris	Seine-et- Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de- Seine	Seine-St- Denis	Val-de- Marne	Val- d'Oise
Autorisations	90 421	36 057	6 839	7 071	5 927	10 973	9 989	7 305	6 260
Janvier	23 360	9 550	1702	1722	1407	2 979	2 565	1875	1560
Février	35 140	14 024	2 677	2 794	2 337	4 219	3 863	2 781	2 445
Mars	31921	12 483	2 460	2 555	2 183	3 775	3 561	2 649	2 255
Heures (en milliers)	755 818	277 732	65 920	64 104	44 455	99 156	100 104	56 708	47 640
Janvier	209 899	73 513	22 279	22 341	11 146	30 311	22 647	13 375	14 287
Février	252 208	97 991	16 774	19 942	13 963	35 653	30 809	18 992	18 083
Mars	293 712	106 228	26 867	21822	19 346	33 192	46 649	24 340	15 269



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées au 1ertrimestre 2020



Source: Drieets UD - Traitement: Drieets / Sese. 20

^{*} Habituellement, on utilise dans cette synthèse uniquement les décisions ayant le motif de recours « Conjoncture économique ». En raison du contexte actuel, cette synthèse regroupe tous les motifs.



Accompagnement des mutations économiques

Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) et les ruptures conventionnelles collectives (RCC) au 1^{er} trimestre 2021

Au premier trimestre 2021, 116 procédures de PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) et 19 procédures de RCC (Rupture Conventionnelle Collective) ont été enregistrées en Île-de-France. 13 340 emplois menacés* par des PSE et 1 640 par des RCC ont été comptabilisés établissements localisés en Île-de-France.

Au cours de ce trimestre, le secteur des transports et entreposage cumule le plus d'emplois menacés (près de 7 000), consécutivement à l'engagement d'un PSE d'une entreprise des services auxiliaires des transports aériens fortement touchée par la crise sanitaire. En proportion de son emploi local, 1,9 % des emplois du secteur des transports et de l'entreposage en Île-de-France sont affectés. Le plus grand nombre d'emplois menacés est localisé dans le Val-d'Oise et le Val-de-Marne, où l'impact sur l'emploi local est aussi le plus élevé.

Sur l'ensemble de l'année 2020, 389 procédures de PSE et 103 procédures de RCC ont été enregistrées en Île-de-France. Environ 50 000 emplois des établissements localisés en Île-de-France sont menacés par des PSE ou des RCC.

En 2020, les principaux secteurs concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE et des RCC étaient : les transports et entreposage (8 800 emplois menacés), les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (7 700), le commerce (7 000) et l'hébergement et la restauration (6 650).

* Le nombre d'emplois menacés correspond au nombre de ruptures de contrat envisagées, donnée enregistrée dans le système d'information SI RUPCO. Les données étant prévisionnelles et évolutives, elles surestiment les suppressions de postes qui seront finalement actées en fin de procédure.

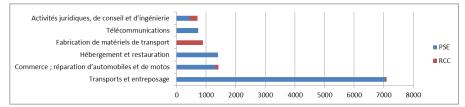
Procédures de PSE et de RCC enregistrées par les services de la DRIEETS Ile-de-France

Répartition par unité départementale d'enregistrement	lle-de- France	Paris	Seine-et- Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de- Seine	Seine-Saint- Denis	Val-de- Marne	Val- d'Oise
PSE au T1en 2021	116	45	3	6	10	29	11	7	5
PSE en 2020	389	118	26	39	22	118	28	22	16
RCC au T1en 2021	19	5	1	3	0	7	1	2	0
RCC en 2020	103	33	2	6	5	31	14	6	6

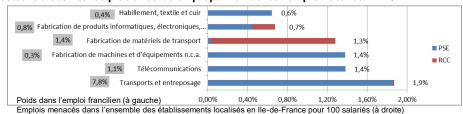
Nombre d'emplois menacés par des PSE et des RCC dans les établissements franciliens

Répartition par territoire impacté	lle-de- France	Paris	Seine-et- Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de- Seine	Seine-Saint- Denis	Val-de- Marne	Val- d'Oise
Emplois menacés par des PSE au T1en 2021	13 340	2 780	220	550	320	1 480	1 410	2 920	3 660
Emplois menacés par des PSE en 2020	35 040	10 150	1 930	4 370	2 960	6 950	5 940	1 490	1 250
Emplois menacés par des RCC au T1en 2021	1 640	70	40	970	- de 10	370	30	160	- de 10
Emplois menacés par des RCC en 2020	15 530	1 460	1 160	2 720	290	6 020	2 130	970	780

Secteurs d'activité concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE et des RCC au T1 2021



Secteurs d'activité les plus affectés en proportion de leur emploi local au T1 2021



27/05/2021 Source: SI-RUPCO - Traitement: Drieets / Sese 21



Dossier Trimestriel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Service Études Statistiques Évaluation

Directeur de publication : Gaëtan Rudant

Étude et réalisation : Service Etudes Statistiques Evaluation – idf.statistiques@drieets.gouv.fr Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités

19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers Tel. 01 70 96 13 00

101.0170301300

Toutes les publications de la Drieets Île-de-France sont téléchargeables sur https://idf.drieets.gouv.fr

27/05/2021 22



Liberté Égalité Fraternité Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités